

QUARANTIEME ANNEE

Vendredi 4 octobre 1985,
à 10 h 30

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2614)	3
Adoption de l'ordre du jour	3
Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :	
Lettre, en date du 1er octobre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/17510)	3

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des Suppléments trimestriels aux Documents officiels du Conseil de sécurité. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de Résolutions et décisions du Conseil de sécurité. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2614e SEANCE

Tenue à New York le vendredi 4 octobre 1985, à 10 h 30.

Président : M. Vernon A. WALTERS (Etats-Unis d'Amérique).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Australie, Burkina Faso, Chine, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Madagascar, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2614)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :

Lettre, en date du 1er octobre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/17510).

La séance est ouverte à 11 h 45.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud :

Lettre, en date du 1er octobre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/17510).

1. Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à la décision prise à la 2612e séance, j'invite le représentant de l'Angola à prendre place à la table du Conseil et j'invite les représentants de l'Afrique du Sud, du Cameroun, de Cuba, du Koweït, du Nigéria, de la République islamique d'Iran, du Sénégal, de la Yougoslavie et du Zimbabwe à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. de Figueiredo (Angola) prend place à la table du Conseil; M. von Schirnding (Afrique du Sud), M. Engo (Cameroun), M. Malmierca Peoli (Cuba), M. Abulhassan (Koweït), M. Garba (Nigéria), M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran), M. Sarré (Sénégal), M. Golob (Yougoslavie) et M. Mangwende (Zimbabwe) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil

2. Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des lettres des représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, du Botswana, des Emirats arabes unis, de l'Ethiopie, du Mozambique, du Nicaragua, de la République-Unie de Tanzanie, du Viet Nam et de la Zambie dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions

pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Zarif (Afghanistan), M. Taleb Ibrahim (Algérie), M. Legwaila (Botswana), M. Al-Shaali (Emirats arabes unis), M. Wolde (Ethiopie), M. Dos Santos (Mozambique), M. Chamorro Mora (Nicaragua), M. Majengo (République-Unie de Tanzanie), M. Le Kim Chung (Viet Nam) et M. Lusaka (Zambie) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil

3. Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Burkina Faso une lettre datée du 3 octobre 1985 [S/17525] qui se lit comme suit :

"J'ai l'honneur de demander que, lors de l'examen par le Conseil de sécurité de la question intitulée "Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud", le Conseil adresse, en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, une invitation à M. Peter Mueshihange, secrétaire aux relations étrangères de la South West Africa People's Organization (SWAPO)."

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Conseil, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, souhaite adresser une invitation à M. Peter Mueshihange.

Il en est ainsi décidé.

4. Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil sont saisis du document S/17522, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par l'Afrique du Sud.

5. Le premier orateur est le représentant du Koweït. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

6. M. ABULHASSAN (Koweït) [interprétation de l'arabe] : Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Koweït a eu l'occasion il y a quelques jours de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je joins mes félicitations aux siennes. J'ai également le plaisir de vous exprimer, ainsi qu'aux membres du Conseil, mes remerciements pour m'avoir invité à participer aujourd'hui à ce débat en tant que président du Groupe des Etats arabes pour ce mois.

7. L'histoire et tous ceux qui suivent de près les travaux actuels du Conseil témoigneront qu'au cours de cette semaine le Conseil a tenu des réunions continues en vue de débattre de deux événements différents quant à la forme mais semblables quant au fond - deux événements qui montrent que la suprématie de la force l'emporte sur le concept du droit et de la justice. L'agresseur dans chaque cas est un Etat raciste qui n'a cessé de violer les lois et instruments internationaux et de défier la volonté de la communauté internationale, dont le Conseil est la conscience agissante.

8. Depuis le début de la semaine, le Conseil est saisi de la question de l'agression aveugle israélienne contre la souveraineté, la sécurité et l'indépendance d'un pays frère, la Tunisie. Depuis hier, le Conseil traite d'une autre agression gratuite - l'agression perpétrée par l'Afrique du Sud

contre la souveraineté, la sécurité et l'indépendance d'un pays africain ami, l'Angola.

9. Ces deux Etats agressifs - Israël et l'Afrique du Sud - persistent à donner des preuves de leur attachement à la philosophie de la force, de l'hégémonie et de la terreur dans leurs relations internationales. Il est curieux que ces deux régimes racistes célèbrent le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies de cette manière illégale, qui révèle que leur allégeance à la Charte des Nations Unies et aux objectifs de l'Organisation est de pure forme et n'a rien à voir avec la réalité et la pratique. Ainsi, le Conseil, en vertu des responsabilités juridiques qui lui incombent, est invité à examiner les agissements de ces deux régimes racistes et à faire en sorte qu'ils respectent pleinement la Charte et le droit international.

10. C'est la seconde fois en deux semaines que le Conseil se réunit pour examiner une plainte de l'Angola contre les agressions répétées de l'Afrique du Sud perpétrées sur le territoire angolais. Ces récentes agressions de l'Afrique du Sud témoignent de son mépris pour la volonté internationale, exprimée dans la résolution 571 (1985), que le Conseil a adoptée récemment et qui n'a pas encore été mise en application faute de temps. Ces agressions révèlent l'arrogance et l'intransigeance de l'Afrique du Sud. Cette arrogance s'est manifestée une fois de plus hier lorsque l'Afrique du Sud s'est permis d'indiquer à l'Angola, pays indépendant, le régime idéal dont il devrait se doter. Ne s'agit-il pas là d'une ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un pays indépendant, souverain et Membre actif de l'Organisation des Nations Unies?

11. L'Afrique du Sud a déjà un dossier chargé dans ce domaine puisqu'elle est adversaire et juge en même temps, non seulement à l'égard du peuple angolais mais aussi à l'égard du peuple namibien et de la majorité noire à l'intérieur même de l'Afrique du Sud.

12. Le Groupe des Etats arabes appuie la résistance du pays frère d'Angola contre l'agression extérieure et pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté de son territoire. Le Conseil a à maintes reprises adopté une attitude positive à cet égard, mais la dernière agression exige du Conseil plus que cela. Il est invité à assumer les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte et à adopter et mettre en oeuvre les mesures concrètes que demande depuis longtemps la communauté internationale.

13. Nous appuyons les propositions de plusieurs délégations, et notamment celle du président du Groupe des Etats d'Afrique, M. Garba, visant à imposer des sanctions obligatoires et globales à l'encontre du régime raciste. Nous espérons donc que le Conseil ne manquera pas d'assumer ses responsabilités et que nous ne serons pas amenés à nouveau à le saisir d'une telle plainte. Il faut que le Conseil assume ses responsabilités en vertu de la Charte, qu'il dissuade l'agresseur et le rappelle à l'ordre.

14. Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le Ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, M. Mangwende, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

15. M. MANGWENDE (Zimbabwe) [interprétation de l'anglais] : Monsieur le Président, je vous félicite de votre accession à la présidence de cet important organe de notre organisation pour le mois d'octobre. Je vous

remercie et remercie tous les membres du Conseil d'avoir permis à ma délégation de participer à ce débat crucial.

16. Je voudrais en même temps féliciter le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, sir Geoffrey Howe, pour la façon brillante dont il a présidé la séance commémorative du Conseil le 26 septembre. La façon dont le représentant du Royaume-Uni, sir John Thomson, a présidé le Conseil pendant le mois de septembre fut tout aussi remarquable.

17. Le 20 septembre, le Conseil s'est réuni d'urgence pour examiner la question de la nouvelle agression non provoquée de l'Afrique du Sud raciste contre la République populaire d'Angola. L'indignation ressentie par les membres du Conseil et par la communauté internationale tout entière face à ces actes barbares du régime de Pretoria s'est clairement manifestée dans la lettre et dans l'esprit de la résolution 571 (1985), adoptée à l'unanimité à l'issue de cette réunion. La résolution 571 (1985), on s'en souviendra, demandait entre autres au régime sud-africain de retirer immédiatement ses forces d'invasion du territoire angolais et de verser une indemnisation pour les pertes humaines et matérielles subies par le peuple angolais.

18. Il s'est à peine écoulé deux semaines depuis l'adoption de cette résolution, et voilà que le peuple épris de paix d'Angola est confronté à une agression de plus grande envergure encore de l'Afrique du Sud raciste. Au mépris total des décisions du Conseil ainsi que des normes et règles qui régissent la conduite des relations entre pays souverains et exigent le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'autres Etats, les expansionnistes racistes ont une nouvelle fois lancé une attaque non provoquée par voie de terre et par voie aérienne à l'intérieur du territoire angolais, causant des pertes humaines et matérielles sans précédent.

19. Le Gouvernement et le peuple du Zimbabwe ne ménagent pas leurs mots pour condamner de la manière la plus énergique possible cette manifestation la plus récente de la prédilection de Pretoria pour la violence, la destruction et le meurtre de civils innocents dans la défense de son système répressif et immoral d'apartheid. Nous déplorons son utilisation persistante du Territoire international de Namibie comme tremplin pour lancer des actes d'agression et de déstabilisation contre la République populaire d'Angola et d'autres Etats voisins. Nous nous associons aux membres de la communauté internationale pour exiger le retrait immédiat et sans condition des troupes racistes du territoire angolais de même qu'une indemnisation complète et rapide de Pretoria pour tous les dommages infligés au peuple d'Angola pendant cet acte non provoqué et injustifié d'agression sauvage.

20. A nos frères et soeurs de la République populaire d'Angola, victimes une fois de plus de la barbarie et de la brutalité de Pretoria, nous tenons à exprimer notre profonde sympathie et notre solidarité, car leurs souffrances sont les nôtres et leurs morts sont nos morts.

21. Le Conseil de sécurité est saisi de la question de l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola depuis 1976. Dans l'intervalle, le Conseil a fait une série de déclarations solennelles exigeant que l'Afrique du Sud raciste mette fin à ses invasions armées provocatrices du territoire angolais. La résolution 428 (1978) en particulier avertissait solennellement que, au cas où d'autres actes de violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola seraient

commis, le Conseil se réunirait de nouveau "en vue d'envisager l'adoption de mesures plus efficaces conformément aux dispositions appropriées de la Charte des Nations Unies, y compris son Chapitre VII".

22. Sept années se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 728 (1978) et cependant les troupes de l'Afrique du Sud raciste occupent toujours le sud de l'Angola. Non seulement le régime de Pretoria a intensifié sa campagne de terreur et de génocide en Angola, mais il a entraîné l'ensemble de l'Afrique australe dans une spirale de violence lourde de graves conséquences pour la stabilité de la région et pour la paix et la sécurité internationales en général.

23. On est tenté de se poser quelques questions. Que doit donc encore faire le régime de Pretoria avant que les membres du Conseil de sécurité reconnaissent la menace qu'il représente dans notre région? Combien de temps encore les membres du Conseil resteront-ils indifférents face à un régime qui viole toutes les normes de comportement international, y compris tout ce que l'Organisation des Nations Unies représente? Combien de temps encore le Conseil va-t-il se contenter de simples déclarations et de platitudes alors que des dizaines de vies innocentes sont perdues chaque jour à la suite des agressions brutales de Pretoria et de sa répression interne?

24. Ce qui est en cause ici, c'est la capacité de cette instance internationale respectée d'agir pour maintenir la paix et la sécurité mondiales face à un Etat raciste provocateur qui foule aux pieds chacune des décisions de l'Organisation des Nations Unies. Ce qui est en danger, c'est le droit souverain de la République populaire d'Angola et de tous les Etats voisins de l'Afrique du Sud de jouir de leur liberté et de leur indépendance à l'abri de l'ingérence et de l'intervention extérieures. Ce qu'il faut savoir, c'est si le peuple d'Angola et les Etats d'Afrique australe qui, sans l'avoir choisi, se trouvent être les voisins de l'Afrique du Sud - et nous devons insister là-dessus : ils n'ont pas choisi d'être les voisins du régime raciste - seront protégés par le droit international ou s'ils continueront d'être à la merci de la vague de terrorisme et d'expansionnisme de l'Afrique du Sud. N'est-il pas temps que le Conseil de sécurité s'élève au-dessus du cynisme et du découragement et accepte sa responsabilité de mener le combat contre le crime d'apartheid, déclaré depuis bien longtemps crime contre l'humanité par le Conseil et par l'Assemblée générale?

25. Nous n'en sommes plus au temps des tergiversations. Nous devons maintenant imposer des sanctions économiques globales et obligatoires car c'est la seule solution non violente et efficace qui s'offre à la communauté internationale. Les souffrances que ces sanctions risquent d'occasionner à la population d'Afrique du Sud et aux peuples d'Afrique australe en général ne doivent pas servir de prétexte à l'absence de sanctions. La majorité de ces populations souffrent déjà. La solution de rechange aux souffrances occasionnées par les sanctions est la certitude d'une effusion de sang qui entraînera non seulement des souffrances mais aussi des pertes en vies humaines. Nos intérêts économiques ne devraient pas nous faire oublier notre responsabilité envers le malheureux peuple d'Afrique du Sud.

26. Nous n'avons cessé de répéter que la politique d'apartheid du régime minoritaire de Pretoria est la cause profonde de l'instabilité qui règne en Afrique australe. La nature belliqueuse et expansionniste de ce régime l'a conduit à rechercher l'hégémonie dans notre région. Il a tenté de créer un cordon sanitaire le long de ses frontières septentrionales dans l'espoir

d'échapper aux pressions exercées pour l'amener à changer sa politique immorale d'apartheid en Afrique du Sud même. Confronté à un isolement toujours plus grand au sein de la communauté internationale et à une vague de mécontentement toujours plus forte à l'intérieur de ses frontières, le régime raciste de Pretoria a intensifié sa campagne impitoyable pour imposer une pax afrikaansa aux Etats de première ligne et aux autres Etats de la région afin de créer un état de dépendance et de rendre ainsi cette région sûre pour l'apartheid.

27. L'histoire du régime d'apartheid en Afrique du Sud est marquée par la duplicité, le manque de sincérité et les promesses non tenues. Les récents événements en Afrique australe ont parfaitement démontré la mauvaise foi de l'Afrique du Sud et son manque de sincérité dans la conduite de ses relations avec ses voisins épris de paix. Le régime de Pretoria a, dans le passé, juré sur l'apartheid qu'il n'avait jamais aidé, entraîné ou financé les bandits du MNR [Mouvement national de résistance] qui se livrent à des actes de sabotage et de déstabilisation au Mozambique. Et cependant, il y a deux semaines seulement, la duplicité raciste a été dévoilée lorsque le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud a dû admettre que son pays continuait sa violation flagrante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Mozambique.

28. En mai de cette année, le régime de Pretoria, avec beaucoup de cérémonie, a annoncé qu'il retirait ses forces d'occupation du territoire angolais, et pourtant, deux semaines plus tard, des commandos sud-africains étaient pris sur le fait dans la province de Cabinda, dans le nord de l'Angola. Le régime avait fait des promesses au sujet de la Namibie, mais jusqu'à présent Pretoria reste la seule pierre d'achoppement à la réalisation d'une véritable indépendance dans ce territoire. Face aux pressions montantes en faveur d'un changement en Afrique du Sud même, la duplicité, les mensonges et les tergiversations sont devenus les pièces maîtresses de la stratégie de survie du régime qui, d'une part, cherche à faire croire au monde qu'il procède à une réforme de l'apartheid tandis que, d'autre part, il renforce encore davantage ce système diabolique.

29. Le Gouvernement du Zimbabwe est horrifié par le fait qu'en dépit de ses nombreux actes de tromperie et d'arrogance on permette au régime de Pretoria de continuer de défier impunément l'opinion publique mondiale. Nous nous demandons pourquoi ce régime hitlérien continue d'être toléré en ce dernier quart du XXe siècle alors que tant de vies ont été sacrifiées pendant la dernière guerre mondiale pour éliminer le fléau du fascisme de la face de la terre. Pourquoi les grandes nations de notre génération réagissent-elles si faiblement face à ce crime odieux contre l'humanité? Pourquoi les réactions des pays qui se targuent d'être les champions de la liberté, de la justice et de la moralité sont-elles si faibles devant l'assassinat quotidien de femmes et d'enfants sans défense?

30. Ce qui nous préoccupe, c'est qu'il pourrait exister un rapport entre l'intransigeance et l'arrogance des racistes de Pretoria et la politique et l'action, ou l'inaction, de certaines grandes puissances. Notre préoccupation ne se fonde pas seulement sur le fait connu qu'il y a des pays qui ont constamment et de façon prévisible abusé de leur droit de veto pour protéger l'Afrique du Sud de toutes mesures importantes que le Conseil de sécurité aurait pu envisager. Mais, plus récemment, nous avons été stupéfaits de lire dans le New York Times, du 3 octobre, une déclaration attribuée au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, ce grand pays. Dans cette déclaration, le Secrétaire

d'Etat aurait dit entre autres : "Il faut également que nous nous rappelions ... ce qui se passe actuellement ... en Angola, où des gens combattent et meurent pour l'indépendance et la liberté". En Angola, lit-on encore dans cette déclaration, de même qu'au Nicaragua, au Cambodge et en Afghanistan, "on ne saurait douter de quel côté nous nous rangeons".

31. Nous demandons donc aux Etats-Unis de quel côté ils se rangent en Angola. Sont-ils du côté des bandits de l'UNITA [Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola] et de leurs alliés de Pretoria? Ils disent que nous ne devons avoir aucun doute à ce sujet. Nous leur répondons que nous avons maintenant quelque doute quant à leur position. C'est une question qui est terriblement importante pour ceux d'entre nous qui vivent en Afrique australe, et j'irai même jusqu'à dire pour le reste du monde épris de paix.

32. Le 2 juin de cette année, un certain M. Lewis Lehrman, appartenant à l'association Citizens for America, a organisé un jamboree de malfaiteurs et de tueurs internationaux à Jamba, la principale base de l'UNITA en Angola. Nous avons été informés que le président Reagan avait envoyé une lettre d'encouragement à ce ramassis de bandits. Faut-il donc assumer que les Etats-Unis sont du côté de l'UNITA et de ses complices? Puis, le 17 septembre dernier, nous avons appris que la même bande de desperados qui s'était réunie en Angola s'était retrouvée à Dallas, au Texas, pour coordonner ses activités de déstabilisation. Parmi les invités de marque de l'Afrique australe se trouvaient l'UNITA de l'Angola et les bandits du MNR du Mozambique. A cette réunion de malfaiteurs et de violeurs, le président Reagan a envoyé une lettre où il était dit entre autres :

"Je vous félicite du rôle que vous jouez dans cette noble cause. Nos efforts combinés portent la vague de l'histoire vers la liberté mondiale."

33. Pouvons-nous véritablement qualifier cela d'"engagement constructif" - actif ou passif? Avons-nous tort d'y voir une instigation constructive active? Tout cela suscite dans notre esprit de nombreux doutes.

34. Peu de temps après, le Congrès des Etats-Unis a révoqué l'amendement Clark, qui interdisait au Gouvernement des Etats-Unis de venir en aide à l'UNITA. Quelques semaines plus tard, l'Afrique du Sud a envoyé ses troupes dans le sud de l'Angola pour défendre les bandits de l'UNITA; en même temps, des fonctionnaires sud-africains de haut rang se sont rendus à Washington pour conférer sur la coordination de l'aide à fournir à l'UNITA. Est-ce par hasard que pendant cette période les Etats-Unis se sont abstenus lors du vote sur le paragraphe 5 de la résolution 571 (1985), qui demandait que l'on fournisse une aide militaire aux Etats de première ligne et au Gouvernement angolais pour leur permettre de résister à l'agression?

35. Les Etats-Unis ont beaucoup d'amis en Afrique australe, mais ils sont tous troublés par les contradictions et les conséquences dans la politique et les actes de ce pays à l'égard de l'Angola et de l'Afrique australe en général. Nous aimerions donc que le Secrétaire d'Etat indique plus clairement quel est le côté qui a l'appui des Etats-Unis en Afrique australe, et notamment en Angola. Les Etats-Unis sont-ils du côté de ceux qui perpètrent des crimes contre l'humanité, du côté de l'immoralité, du racisme et des bandes d'assassins et de mécontents réactionnaires, ou sont-ils du côté de ceux qui s'élèvent contre ce système diabolique? A cette onzième heure, il est important que cette ambiguïté soit dissipée une fois pour toutes.

36. Je voudrais terminer ma déclaration en avertissant les racistes de Pretoria qu'aucun degré de répression interne, de déstabilisation ou d'agression contre l'Angola, le Mozambique et les autres Etats de la région ne pourra sauver leur système odieux de la destruction inévitable. L'apartheid est condamné. Des changements superficiels ne pourront pas le sauver. Il faut le démanteler. On ne peut y apporter de petits aménagements. Il faut le faire disparaître de la face de la terre. C'est hier déjà qu'il aurait fallu le faire. Aujourd'hui le temps passe. Demain il sera trop tard. Le jugement de l'histoire est déjà rendu et les bourreaux sont maintenant prêts.

37. M. BIERRING (Danemark) [interprétation de l'anglais] : C'est avec un sentiment de peine et de profonde frustration que nous nous réunissons une fois encore pour examiner la plainte de l'Angola au sujet d'un autre acte flagrant d'agression par l'Afrique du Sud contre ce pays. C'est avant tout au Gouvernement et au peuple angolais que vont nos pensées et notre sympathie.

38. L'Afrique du Sud a toujours essayé de justifier ses attaques contre l'Angola en disant qu'il s'agissait de tentatives légitimes en vue d'empêcher le passage de partisans de la SWAPO en Namibie. Ce fut le cas, par exemple, au cours du dernier débat du Conseil sur la plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud le 20 septembre dernier.

39. Toutefois, à la suite du raid de l'aviation sud-africaine il y a quelques jours dans le voisinage de Mavinga, même le Président de l'Afrique du Sud n'a pu soutenir cette allégation fictive et a ouvertement admis que cette attaque avait pour seul objet de soutenir l'UNITA. C'est ce qui ressort très clairement de la déclaration faite hier par le représentant de l'Afrique du Sud [2612e séance]. Cette déclaration a prouvé aussi, plus clairement que jamais, l'hypocrisie de l'Afrique du Sud. Tout en maintenant chez elle l'un des systèmes les plus oppressifs et les moins démocratiques au monde, l'Afrique du Sud se réserve le droit, au nom même de la démocratie, de jouer au gendarme dans toute l'Afrique australe, d'agir en tant que juge suprême qui décide de ce qui est bien et de ce qui est mal dans la région, d'intervenir militairement dans les pays voisins et de les conseiller sur la manière dont ils doivent diriger leurs affaires intérieures. Le comble de l'hypocrisie, c'est que l'Afrique du Sud demande au Conseil de sécurité d'accepter un projet de résolution dont tous les termes sont la négation complète des normes de comportement que le Gouvernement sud-africain a décidé d'adopter.

40. Cette fois-ci au moins, le Conseil est saisi d'une question très claire : l'Afrique du Sud, au mépris des décisions du Conseil, en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies et sans la moindre justification, poursuit sa violation flagrante de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat Membre. C'est sur cette base que le Conseil doit maintenant prendre sa décision et décider de la marche à suivre.

41. L'attitude du Danemark en ce qui concerne l'agression persistante de l'Afrique du Sud contre l'Angola est bien connue et se reflète dans l'appui que nous avons apporté aux décisions précédentes du Conseil. Nous condamnons vigoureusement le comportement de l'Afrique du Sud et appuyons les demandes justes et légitimes de l'Angola, qui réclame pleine et adéquate indemnité pour les dommages humains et matériels. En outre, nous demandons instamment aux Etats Membres d'adopter des mesures rapides, appropriées et efficaces pour faire pression sur le Gouvernement sud-africain et l'amener à respecter les décisions du Conseil.

42. Il faut examiner le problème dans son cadre régional et non dans un contexte Est-Ouest.

43. Dans la lettre qu'il a adressée récemment au Secrétaire général, le Président de l'Angola a souligné le droit de son pays, en tant qu'Etat souverain, de demander une assistance plus importante face à l'agression continue de l'Afrique du Sud et a également insisté sur les conséquences désastreuses qu'une telle agression pourrait avoir sur la paix et la sécurité internationales.

44. Il faut amener l'Afrique du Sud à comprendre qu'elle n'a rien à gagner de l'adoption de mesures qui ne feraient qu'aviver la situation explosive qui règne en Afrique australe. Un tel résultat ne correspondrait certainement pas aux intérêts de la communauté mondiale, et le Conseil se doit d'avertir fermement l'Afrique du Sud qu'il ne continuera pas à tolérer de sa part une conduite qui met en péril non seulement la stabilité régionale mais aussi la paix et la sécurité internationales dans leur ensemble.

45. M. LI Luye (Chine) [interprétation du chinois] : Avant qu'ait eu le temps de sécher l'encre de la résolution 571 (1985) condamnant l'Afrique du Sud pour son agression contre l'Angola et avant que la Commission d'enquête composée de trois membres du Conseil de sécurité ne se soit mise en route, les autorités sud-africaines ont jugé bon de se livrer une fois de plus à une invasion armée flagrante contre l'Angola, ce qui a provoqué de graves dommages humains et matériels pour le peuple angolais.

46. Cela montre encore une fois que les autorités sud-africaines n'ont pas le moindre respect pour l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de leurs voisins et qu'elles sont décidées en outre à lancer un autre défi au Conseil de sécurité et à la communauté internationale tout entière.

47. La délégation chinoise est profondément choquée par cette attitude.

48. Au moment précis où les troupes sud-africaines pénètrent profondément en territoire angolais, le représentant de l'Afrique du Sud nous parle d'un ton patelin d'établir un dialogue direct avec l'Angola pour régler le différend de manière pacifique. Ces paroles ne sont que tromperie.

49. Il conviendrait de rappeler que, il y a un peu plus d'un an, les autorités sud-africaines avaient proposé des négociations avec l'Angola et s'étaient engagées à retirer entièrement leurs troupes d'Angola dans l'espace d'un mois. Toutefois, les événements ultérieurs ont pleinement démontré qu'elles n'avaient aucunement l'intention d'agir ainsi. Non seulement les troupes sud-africaines ne se sont pas retirées complètement mais, en moins de six mois, elles se sont livrées à trois agressions armées contre l'Angola.

50. Depuis 1976, le Conseil de sécurité a adopté neuf résolutions à différents moments demandant instamment aux autorités sud-africaines de mettre fin à leur intervention dans les affaires de l'Angola et à leur agression contre ce pays. Toutefois, les autorités sud-africaines ont refusé jusqu'à ce jour d'appliquer ces résolutions.

51. La délégation chinoise condamne vigoureusement les autorités sud-africaines pour leur agression délibérée contre l'Angola. Selon nous, pour veiller à ce que les résolutions de l'Organisation des Nations Unies

soient respectées, le Conseil de sécurité devrait prendre d'autres mesures concrètes conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, renforcer son appui et son aide au Gouvernement et au peuple angolais, et adopter des sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud.

52. Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour répéter que le Gouvernement chinois, comme toujours, appuie vigoureusement le Gouvernement et le peuple angolais dans leur juste lutte contre l'agression de l'Afrique du Sud pour sauvegarder leur souveraineté, leur indépendance et leur intégrité territoriale.

53. Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'orateur suivant est le Ministre des affaires étrangères d'Algérie, M. Ahmed Taleb Ibrahimi. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

54. M. TALEB IBRAHIMI (Algérie) : Par le voeu et le fait de deux régimes dont l'agressivité ne peut souffrir de trêve, la sérénité de ce quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies se voit troublée et la vitalité de ses fondements se trouve mise à l'épreuve.

55. Venus nous associer à l'exaltation des idéaux, nous voici saisis de manifestations rappelant tout ce contre quoi l'Organisation a été conçue. Venus nous féliciter des résultats de la progression laborieuse de la communauté internationale vers l'empire du droit, nous voici interpellés brutalement par la réplique de la force débridée.

56. Tel-Aviv et Pretoria, dans un mouvement synchronisé qui corrobore l'identité de leurs objectifs et la réalité de leur alliance, enserrant le continent africain de leur nature belliciste et donnent libre cours à des poussées de violence dont s'alourdissent les annales d'un Conseil de sécurité trop souvent confiné dans la position de témoin résigné.

57. Au fil des ans le Conseil s'est habitué à instruire, alternativement et avec la fréquence que la multiplication des forfaits lui a imposée, le procès de Tel-Aviv et de Pretoria. Aujourd'hui, c'est simultanément que le sionisme et l'apartheid viennent amplifier leur défi, comme pour mieux se dissocier ensemble de ce que signifie et de ce que promet la communion des Nations Unies dans la célébration de l'âge de raison de notre organisation.

58. Ainsi donc, au moment où le sionisme élargissait son aire d'agression à l'Afrique du Nord, l'apartheid s'est désigné encore une fois à une condamnation de la communauté internationale pour sa nouvelle atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Angola.

59. Dans la chaîne ininterrompue d'actes répréhensibles que constitue l'agression permanente du régime de Pretoria contre la République populaire d'Angola, les faits qui justifient cette nouvelle réunion du Conseil de sécurité revêtent, à plus d'un titre, une gravité particulière.

60. Graves, ces faits le sont tout d'abord en ce qu'ils se qualifient d'eux-mêmes, au regard de la Charte des Nations Unies, comme actes d'agression caractérisés contre un Etat souverain dont Pretoria occupe toujours une partie du territoire. Graves, ces faits le sont également en ce qu'ils se fondent sur un prétendu droit de poursuite d'inspiration coloniale que le régime de Pretoria s'arroge le pouvoir d'exercer en réaction contre la lutte de libération nationale du peuple namibien. Graves, ces faits le sont enfin en

ce qu'ils ignorent les condamnations répétées et les injonctions renouvelées du Conseil de sécurité au régime de Pretoria, dont les dernières l'ont été il y a deux semaines à peine.

61. De toute évidence, l'escalade militaire contre les Etats de première ligne n'est pas étrangère à la recrudescence de la résistance nationale du peuple sud-africain au régime oppressif d'apartheid. Par cette fuite en avant au niveau régional, Pretoria tente vainement de détourner l'attention du quotidien des martyrs de la lutte contre l'apartheid et de sa présence illégale en Namibie.

62. Ainsi, une politique édictée sur l'unique volonté d'étouffer une légitime aspiration à briser les chaînes de la domination et de l'oppression atteint dans son prolongement la République populaire d'Angola. Depuis que ce pays s'est affirmé en allié des causes de la liberté dans la région, son sol, à l'instar de celui des autres Etats d'Afrique australe, subit l'agression sud-africaine.

63. Parce que l'Afrique australe tout entière paie le tribut de son attachement à la liberté, le devoir de la communauté internationale de se porter à ses côtés s'impose dans toute la rigueur d'un impératif moral et politique.

64. Les pays non alignés, pour leur part, assument totalement leurs responsabilités à cet égard. En tenant leurs dernières assises ministérielles en Afrique australe, ils entendaient manifester de nouveau leur profonde préoccupation devant la situation de crise que continue de subir cette région et les dangers qu'elle fait peser sur la paix et la sécurité internationales. En se réunissant à Luanda, le Mouvement des pays non alignés a tenu à réitérer sa solidarité agissante avec l'Angola. En décidant de se retrouver l'an prochain au niveau le plus élevé au Zimbabwe, les pays non alignés se sont engagés à prendre une part plus active dans la lutte pour l'éradication de l'apartheid, dans la décolonisation authentique de la Namibie et l'assurance aux pays de la région de la stabilité et de la sécurité.

65. Le recours à la violence élevé au rang de norme de conduite, la répression des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que l'agression constante contre les Etats indépendants incarnent bien le déni absolu des principes cardinaux sur lesquels s'est édictée notre organisation. En tout état de cause, ces actes appellent sanction.

66. A moins d'accepter le risque d'une banalisation du recours systématique à la force, inévitablement fatale à son autorité, le Conseil de sécurité, qui a les moyens de s'acquitter de sa responsabilité de maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne peut manquer de prendre toutes les mesures propres à punir l'agresseur et à rétablir ainsi la confiance dont il a été investi. Il y va de son prestige et, surtout, de sa crédibilité, particulièrement en ce quarantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, qui représente pour les peuples livrés à la volonté du plus fort l'espoir à nouveau ranimé de voir s'imposer la légitimité de leur droit et s'accomplir leurs justes aspirations.

67. S'il est donc une occasion singulière pour donner corps à l'engagement des Nations Unies à oeuvrer pour un monde meilleur, elle réside dans l'objet même des présentes délibérations du Conseil.

68. "Les Nations Unies pour un monde meilleur" : voilà une formule qui pourrait sembler condamnée, par un élan lyrique, à se hisser à la hauteur d'un idéal inaccessible. Pour les peuples d'Afrique australe, c'est pourtant une espérance prochaine, dont la réalisation commence avec la fin de l'apartheid, l'accession de la Namibie à l'indépendance et la poursuite de leur développement économique et social dans la paix et la prospérité.

69. M. TROYANOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) [interprétation du russe] : Le représentant de l'Angola a mis le Conseil de sécurité au courant de faits incontestables qui témoignent de l'agression continue à laquelle se livre le régime raciste d'Afrique du Sud contre son pays. Ces faits méritaient bien que la question de cette agression soit étudiée une fois de plus au Conseil. Sur le sol angolais, le sang coule, les gens meurent. Des unités des forces armées sud-africaines ont envahi le territoire de l'Angola et y poursuivent les combats tandis que l'aviation raciste attaque les positions occupées par l'armée angolaise.

70. Il y a à peine deux semaines que le Conseil a condamné énergiquement le régime raciste de Pretoria pour ses incursions armées préméditées, persistantes et incessantes en République populaire d'Angola, qu'il a qualifiées de grave menace pour la paix et la sécurité internationales, et a exigé la cessation immédiate de ces actes d'agression. Le Conseil avait adopté des décisions semblables il y a deux mois, en juin dernier, à propos de l'incursion de commandos sud-africains dans la province angolaise de Cabinda et du raid contre Gaborone, la capitale du Botswana. Toutefois, le régime sud-africain a fait la sourde oreille à ces appels du Conseil; non seulement il n'a pas mis fin à ces agressions, mais il les a intensifiées contre l'Angola.

71. Par cette nouvelle incursion armée en Angola, l'Afrique du Sud essaie de protéger les bandes armées de l'UNITA d'un inévitable désastre. Il ne fait pourtant pas de doute que ces bandes sont organisées, entretenues, armées et envoyées par Pretoria. Les racistes eux-mêmes le reconnaissent ouvertement. Le 20 septembre 1985, le Ministre de la défense de la République sud-africaine a déclaré que l'existence de liens entre l'Afrique du Sud et l'UNITA et son dirigeant, Savimbi, n'était un secret pour personne et que ces liens étaient d'ordre matériel, humanitaire et moral. S'agissant de Savimbi, le Ministre de la défense a déclaré : "Il défend les normes et les valeurs mêmes qui sont les nôtres." De tels éloges adressés à la figure politique qu'est Savimbi, qui a trahi les intérêts des peuples africains et qui s'est mis au service des colonisateurs, se passent de commentaires. Les bandes de l'UNITA sont activement utilisées par l'Afrique du Sud pour déstabiliser la situation intérieure en Angola et saper la souveraineté et l'indépendance de ce pays.

72. Toutefois, il est évident que les racistes de Pretoria ne sont pas les seuls à appuyer cette organisation mercenaire. Depuis la révocation de l'amendement Clark à Washington, il semble que les racistes estiment avoir le droit d'appuyer directement les activités de subversion des bandes contre-révolutionnaires. Les dernières déclarations du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, notamment celle qu'il a prononcée le 1er octobre à New York, ne peuvent que nous alarmer. Il semblerait que certaines personnes à Washington se préparent à utiliser en Angola l'expérience acquise en Amérique centrale et dans d'autres régions du monde et à fournir un appui militaire direct aux contras anglais.

73. Les faits sont incontestables : les résultats de la politique d'"engagement constructif" avec les racistes de Pretoria, politique appelée maintenant, par ses auteurs mêmes, d'"engagement constructif actif", sont les incursions armées menées par l'Afrique du Sud et le terrorisme d'Etat pratiqué par Pretoria contre l'Angola, le Mozambique, le Botswana et d'autres Etats africains. Les faits prouvent bien que le régime sud-africain vient de déclencher un nouveau cycle de violence armée contre ses voisins. Les menaces d'agression permanentes ont cédé le pas à la guerre permanente. Il va de soi que cela ne relève pas du hasard, car le racisme et l'agression sont inséparables. Les raids en Angola, au Botswana, au Lesotho, la guerre coloniale contre le peuple namibien, les activités de subversion contre le Mozambique, voilà autant de maillons d'une même chaîne. Voilà autant de manifestations d'une seule et même politique d'un régime pour lequel les frontières nationales, la souveraineté des Etats voisins et les normes du droit international sont autant de notions vides de sens.

74. L'aventurisme militaire de Pretoria se manifeste d'une façon nouvelle au moment où la République sud-africaine traverse une crise intérieure profonde. Face au mouvement populaire accru contre le système d'apartheid en République sud-africaine, face à l'intensification de la lutte de libération du peuple namibien, les dirigeants de Pretoria cherchent une issue dans l'agression des pays voisins. Les racistes de Pretoria inventent des prétextes fallacieux pour justifier leurs actes d'agression contre l'Angola. Ils ont affirmé d'entrée de jeu qu'ils poursuivaient des unités de la SWAPO, alors qu'aucune unité de la SWAPO ne s'est jamais trouvée dans cette région d'Angola où l'agresseur sud-africain se livre à ses actions militaires. Dans le même ordre d'idées, Pretoria parle de participation directe de l'Union soviétique et de Cuba aux activités militaires de l'Angola contre les bandes de l'UNITA. Ce refrain n'est pas nouveau. D'autres agresseurs avaient déjà pris l'habitude d'agiter l'épouvantail de la menace communiste pour fournir une justification idéologique à leurs incursions dans d'autres pays. Pendant la seconde guerre mondiale, Hitler lui aussi criait à la menace communiste et appelait à la croisade contre le communisme avant d'envahir tel ou tel pays européen.

75. Le régime d'apartheid a repris ses actions militaires et subversives contre les Etats africains dès que les puissances occidentales - après s'être opposées à l'adoption au Conseil de sécurité de sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud au titre du Chapitre VII de la Charte - ont déclaré qu'elles appliqueraient leur propres sanctions "limitées". Cela ne prouve-t-il pas, sans l'ombre d'un doute, toute l'inanité de ces prétendues sanctions économiques limitées?

76. Les pays africains et la majorité écrasante des Etats du monde ont bien le droit de se demander jusqu'à quand il sera fait obstacle au Conseil de sécurité à l'adoption de mesures coercitives efficaces contre l'agresseur sud-africain. Ceux qui s'opposent à l'adoption de sanctions contre l'agresseur nous rétorquent que ces sanctions ne seraient pas efficaces et même qu'elles nuiraient aux peuples d'Afrique du Sud et des Etats africains voisins. Mais ce sont là des arguments que nous entendons uniquement dès qu'il s'agit de défendre l'Afrique du Sud - ou Israël. Dans les autres cas, lorsque des sanctions sont adoptées en violation de la Charte - par exemple contre Cuba, contre le Nicaragua ou contre certains autres pays -, on estime alors que les sanctions sont des moyens de pression efficaces et on ne se préoccupe nullement de savoir si elles nuiront aux peuples de ces pays. Comme

toujours, les seuls à tirer parti de cette partialité sont les régimes d'agression.

77. Au moment où le Conseil de sécurité procède à un examen parallèle des plaintes de l'Angola et de la Tunisie, tant ici à la table du Conseil qu'à l'extérieur, on parle avec amertume du fait que cette instance importante de l'Organisation des Nations Unies, chargée du maintien de la paix et de la sécurité internationales, est impuissante face à ces actes répétés d'agression. On parle du sentiment de déception ressenti par les Etats Membres à l'égard du Conseil et de leur sentiment d'indignation face à son inertie. En même temps, les membres du Conseil participent à des discussions à propos du renforcement de l'efficacité du Conseil. Certains membres assis autour de cette table envisagent l'adoption de modestes mesures de procédure qui, disent-ils, serviront à rétablir la fiabilité du Conseil. Il s'agit en fait de tentatives pour détourner l'attention de la réalité. Le Conseil peut devenir un organe véritablement efficace non parce qu'on lui aura apporté quelques modifications de façade mais uniquement lorsque ses membres abandonneront leur politique de conciliation envers l'agresseur et manifesteront leur volonté d'adopter des mesures coercitives efficaces, comme celles prévues par la Charte.

78. Quelles que soient les visées des racistes sud-africains et de leurs complices, l'Angola et les autres Etats de première ligne ainsi que les mouvements de libération nationale d'Afrique australe ne peuvent être et ne seront pas vaincus. Ils ont de nombreux amis dans le monde entier. Leur résistance acharnée à l'agression et l'héroïsme dont ils font preuve dans la défense de leurs acquis commandent le respect de tous.

79. La République populaire d'Angola, qui est le fer de lance de la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et le racisme, a le droit, tout comme les autres Etats africains indépendants, de compter sur l'appui de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité.

80. L'Union soviétique soutient fermement le peuple angolais et les autres peuples africains qui luttent pour la liberté et l'indépendance. La déclaration du Gouvernement soviétique en date du 21 septembre, à propos de l'agression perpétrée en Angola par l'Afrique du Sud, soulignait ce qui suit :

"Le Gouvernement soviétique condamne énergiquement l'agression criminelle perpétrée par la République sud-africaine et exige que cette dernière cesse immédiatement et complètement ses actes hostiles contre la République populaire d'Angola. Devant le danger particulier que constitue pour la paix la politique agressive de la République sud-africaine, le Gouvernement soviétique estime que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies devrait prendre contre l'agresseur les mesures efficaces prévues par la Charte des Nations Unies." [Voir S/17491, annexe]

81. M. ALZAMORA (Pérou) [interprétation de l'espagnol] : Une fois de plus, du fait de l'Afrique du Sud, la République populaire d'Angola a connu la violence. C'est une tragédie qui se répète avec une fréquence regrettable dans l'histoire de la jeune nation angolaise, et ce malgré les dispositions de la Charte et les appels successifs lancés par le Conseil de sécurité.

82. La déclaration faite par le représentant de l'Angola [2612e séance] confirme que nous nous trouvons non pas devant des faits isolés mais devant

une répétition d'actes qui révèlent la volonté résolue d'imposer des solutions de force en violant la souveraineté et l'intégrité d'autres Etats et en recourant à des pratiques colonialistes et racistes. Il s'agit là de violations flagrantes des valeurs et des principes qui constituent les bases morales et juridiques de notre organisation et que le Conseil de sécurité a l'obligation inéluctable de protéger.

83. La résolution que le Conseil adoptera pour condamner cette politique est certes importante, mais elle le sera encore plus si le Conseil se décide enfin à changer d'attitude et prend toutes les mesures de recours efficaces et appropriées que la Charte met à sa disposition.

84. Nous pensons qu'il est temps à présent de transcender la rhétorique et les inhibitions habituelles. Le Pérou est prêt à assumer cette responsabilité morale et politique.

85. M. de KEMOULARIA (France) : Ma délégation est consternée du fait qu'une nouvelle fois un Etat d'Afrique australe soit victime d'une invasion des forces armées sud-africaines. La position de mon pays sur les actions de cette nature est claire et bien connue. La France condamne de la façon la plus énergique ces attaques armées injustifiables menées en violation du droit international.

86. Ceci étant rappelé, je me bornerai à quelques brefs commentaires.

87. En utilisant les forces armées qu'elle maintient sur le Territoire illégalement occupé de Namibie, l'Afrique du Sud a une fois encore violé la souveraineté et l'intégrité de la République populaire d'Angola. Ma délégation tient à exprimer sa solidarité avec le peuple et le gouvernement de ce pays. L'Angola a en effet besoin, comme tous les autres pays africains, de voir sa sécurité assurée pour se consacrer au développement de son économie et à l'amélioration du bien-être de son peuple.

88. La nouvelle attaque sud-africaine témoigne d'une inquiétante accélération du cycle de la violence dans l'ensemble de la région. Je ne peux donc que le répéter : ces affrontements armés ne régleront en rien les problèmes de l'Afrique australe.

89. Mon pays regrette vivement cette escalade. Il demande avec insistance à l'Afrique du Sud de retirer sans délai ses troupes du territoire angolais, de mettre fin à sa politique agressive envers ses voisins et d'affronter sans détour les véritables problèmes qu'elle a à résoudre.

La séance est levée à 13 heures.
